**Questions reçues dans le cadre de l'appel à propositions pour
STAGES DE FORMATION NATIONAUX REPÈRES
SUR L'ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS AVEC LES JEUNES – 2024**

1) Est-il possible de postuler et d'être accepté pour une organisation travaillant dans un État partie à la Convention culturelle européenne mais qui n'est pas légalement enregistrée ?

Les critères précisent que l'organisation candidate doit être légalement enregistrée dans l'un des 50 pays qui sont États parties à la Convention culturelle européenne. Vous pouvez consulter la liste des 50 États parties [ici](#)

Cette exigence est essentielle car, après le processus d'évaluation des candidatures, le Conseil de l'Europe et chaque bénéficiaire (l'organisation qui reçoit une subvention à la suite des procédures d'évaluation) signeront un accord de subvention. De plus, si un soutien financier est demandé, l'organisation doit avoir un compte bancaire.

Cependant, les organisations non enregistrées peuvent toujours postuler avec leurs idées de coopération, et le Conseil de l'Europe envisagera la possibilité de fournir un soutien éducatif et/ou institutionnel.

2) Si nous choisissons de collaborer et de co-organiser le cours de formation avec une autre organisation locale, sont-elles considérées comme co-demandeurs ? Ou comme partie du partenariat ?

La classification dépend de la nature de votre collaboration, et les deux approches sont acceptables pour l'appel actuel. Il est important de noter que si vous les désignez comme co-demandeurs, ils devront signer la demande et le budget estimé conjointement avec votre organisation.

3) Existe-t-il une version Word du formulaire de candidature que nous devrions utiliser ? Sinon, devrions-nous travailler sur le modèle inclus dans l'Appel ou le Manuel pour les Organisateurs ?

Le formulaire de candidature, le modèle pour le programme préliminaire et le modèle pour le budget estimé, sont disponibles dans un seul fichier au format docx dans l'appel à propositions. Vous pouvez le télécharger et compléter le formulaire de candidature et le programme préliminaire via le lien fourni : <https://rm.coe.int/2024-call-compass-nrtc-eng/native/1680ada5e2>.

Pour le budget estimé, vous pouvez utiliser le format Excel fourni dans le modèle, accessible via ce lien : <https://rm.coe.int/model-annex-ii-estimated-budget-eng/native/1680ada5c1>.

4) Les candidatures des pays où des cours de formation Compass ont été mis en œuvre en 2023 ne seront-elles pas considérées en 2024 ?

La préférence sera donnée aux propositions d'activités prévues dans des pays où aucun stage similaire n'a été organisé au cours des deux dernières années. En 2022 et 2023, des stages soutenus ont eu lieu en Azerbaïdjan, Albanie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Italie, Bulgarie, Grèce, Slovaquie, Espagne, Lituanie, Moldavie, Portugal, Pologne, Ukraine. Cependant, il est essentiel de noter que ce critère de priorisation n'exclut automatiquement aucune candidature.

Les activités proposées pour être tenues dans des pays où des cours de formation ont été organisés en 2022-2023 seront toujours considérées et peuvent recevoir un soutien basé sur leur pertinence par rapport aux critères généraux décrits dans le Chapitre V et le respect des critères d'éligibilité décrits dans le Chapitre III.